

DEUX SALAFISTES ARRÊTÉS EN MAURITANIE**«Probablement» les assassins d'un Américain, selon la police**

Deux combattants islamistes arrêtés vendredi soir à Nouakchott, après une fusillade avec la police, sont «fort probablement» ceux qui ont assassiné le 23 juin un ressortissant américain dans la capitale mauritanienne, a-t-on appris hier de source policière.

«Fort probablement, il pourrait s'agir des mêmes personnes ayant tué l'Américain», a déclaré cette source s'exprimant sous couvert de l'anonymat. Il a ajouté qu'il s'agissait de «jeunes salafistes». L'assassinat de l'Américain avait été revendiqué par Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).

Un échange de tirs a eu lieu vendredi soir entre des policiers et «des hommes en armes», quelques heures avant l'ouverture des bureaux de vote pour l'élection présidentielle hier.

L'un des deux jeunes Mauritaniens arrêtés portait, selon le responsable

policier, «une ceinture d'explosifs qu'il n'a pas actionnée. La police l'a neutralisé (...) et a réussi à enlever la ceinture, tard dans la nuit», a-t-il précisé. Blessé, le salafiste a été transporté à l'hôpital militaire de Nouakchott.

Des témoins avaient fait état vendredi d'un troisième

me homme, qui aurait réussi à prendre la fuite à bord d'un véhicule. Mais cette information n'a pas été confirmée de source policière.

Dans ce même quartier de Ksar, le 23 juin, un ressortissant américain, Christopher Leggett, 48 ans, qui résidait dans le pays depuis plusieurs années, avait été tué en plein jour de plusieurs balles dans la tête devant l'établissement d'enseignement qu'il dirigeait.

La Mauritanie est la cible de plusieurs attaques revendiquées par la branche maghrébine d'Al-Qaïda. Fin 2007, quatre touristes français, avaient été tués à Aleg (250 km à

l'est de la capitale). Trois jeunes Mauritaniens proches d'Aqmi sont actuellement détenus et en instance de jugement.

Des militaires mauritaniens ont également été tués dans trois attaques revendiquées par Al-Qaïda à Lemgheity (nord-est) en 2005, à Alghallaouiya (centre-nord) en 2007 puis à Tourine (extrême nord) en 2008. Aqmi est essentiellement implantée en Algérie mais a étendu depuis près de trois ans ses opérations dans le Sahel, depuis deux ans en Mauritanie et depuis quelques semaines au Mali.

Le colonel Vall dénonce des «opérations de fraude»

Le colonel Ely Ould Mohamed Vall, ancien chef d'une junte (2005-2007) et candidat à la présidentielle, a dénoncé hier à Nouakchott de «vastes opérations de fraude» lors de l'élection présidentielle en cours en Mauritanie. «Il y a de vastes opérations de fraude, aussi bien à l'intérieur qu'à Nouakchott. Nous sommes en train d'en prendre connaissance et nous en ferons part, si cela se confirme, aux instances concernées et aux observateurs», a-t-il déclaré à la presse.

«Il y a eu achat de conscience (vote), de cartes d'électeurs et d'autres documents de vote. Des villages entiers ont été ciblés par la "pression de l'argent" pour les amener à voter pour tel ou tel candidat. Ceci est très grave», a-t-il ajouté, après avoir voté à Nouakchott.

Il s'agit de la première personnalité à dénoncer des fraudes lors de ce scrutin crucial censé mettre un terme à la grave crise née du coup d'Etat militaire du 6 août 2008.

SOMALIE**Les otages français vont être «jugés», affirment leurs ravisseurs**

Les deux agents français enlevés mardi à Mogadiscio vont être jugés pour «espionnage» selon la loi coranique, ont annoncé hier les extrémistes islamistes qui les détiennent en Somalie, où trois autres étrangers enlevés au Kenya ont été emmenés par leurs ravisseurs.

«Les hommes que nous avons pris aidaient le gouvernement apostat (somalien) et leurs espions, donc ils seront bientôt jugés et punis selon la charia. Ils feront face au tribunal pour espionnage et être entrés en Somalie pour aider les ennemis d'Allah», a déclaré sous couvert d'anonymat à l'AFP un haut responsable des extrémistes islamistes somaliens des shebab. «La décision sur leur sort dépendra (...) du tribunal islamique qui entendra les charges pesant contre eux», a-t-il ajouté.

Les deux agents français enlevés dans leur hôtel à Mogadiscio sont aux mains des insurgés islamistes qui mènent une offensive sans précédent pour renverser le gouvernement somalien de transition soutenu par la communauté internationale. Selon le ministre somalien des Affaires sociales, Mohammed Ali Ibrahim, les deux hommes sont au mains des shebab.

Le secrétaire général de la présidence française, Claude Guéant, a confirmé vendredi que les deux hommes étaient détenus par un seul groupe somalien, sans vouloir identifier ce groupe. «On s'achemine vers des tractations de libération un peu tor-

tueuses et qui peuvent durer», avait-il ajouté.

Des étrangers sont régulièrement enlevés en Somalie, pays en guerre civile depuis 1991, avant des demandes de rançon. Journalistes et humanitaires sont particulièrement visés par ces enlèvements majoritairement crapuleux. Dernière de cette série d'enlèvements, trois employés étrangers d'une organisation humanitaire ont été kidnappés dans la nuit de vendredi à samedi au Kenya, à la frontière somalienne, par des hommes armés qui les ont aussitôt emmenés en Somalie. Les trois employés ont été pris dans leur bureau à Mandera (800 km au nord-est de Nairobi), ville située à la frontière avec la Somalie, a-t-on indiqué de sources somaliennes et kényanes. La nationalité des trois étrangers n'a pas été établie dans un premier temps, ni l'organisation pour laquelle ils travaillent. «Il y a eu une fusillade à leur bureau qui a été attaqué par des hommes armés», a déclaré à l'AFP sous couvert d'anonymat un responsable des services de sécurité kényans, précisant qu'un gardien de nuit avait été blessé par les tirs. «Ils lui ont tiré dans la tête», selon cette



Hôtel Sahafi, lieu où ont été enlevés les agents français.

source qui n'a pu fournir plus d'indications sur l'état du gardien. Les ravisseurs ont ensuite emmené les trois étrangers et «ils ont traversé la frontière», a-t-il poursuivi. En novembre, deux religieuses italiennes avaient déjà été enlevées au Kenya par des hommes armés somaliens dans une localité frontalière et emmenées en Somalie. Elles avaient été libérées le 19 février. D'autres étrangers sont toujours otages en Somalie,

dont deux journalistes détenus depuis bientôt un an. La journaliste canadienne Amanda Lindhout et le photographe australien Nigel Geoffrey Brennan ont été enlevés le 23 août 2008 par des inconnus armés près de Mogadiscio. Quatre employés européens de l'ONG française Action contre la faim (ACF) et leurs deux pilotes kényans, enlevés début novembre, sont également toujours otages.

CACHEMIRE**Un chef séparatiste exhorte les États-Unis à régler le conflit**

Un dirigeant séparatiste du Cachemire a exhorté hier les Etats-Unis à régler le conflit dans ce territoire himalayen divisé entre l'Inde et le Pakistan, une éventuelle médiation dont New Delhi ne veut pas entendre parler.

«Le Cachemire n'est pas une question religieuse, ne relève pas du terrorisme ou de l'extrémisme. C'est un conflit politique et les Etats-Unis ont un rôle à jouer pour pousser l'Inde et le Pakistan à le résoudre», a indiqué Mirwaiz Umar Farooq, président de la Conférence de

tous les partis de la liberté, une alliance de groupes séparatistes cachemiris. Il s'exprimait en pleine visite à Bombay de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton. Celle-ci a appelé le monde à terrasser le terrorisme et rendu hommage aux victimes des attentats de novembre contre la capitale économique indienne (174 tués) imputés à un groupe islamiste pakistanais actif au Cachemire. Ce territoire, coupé en deux depuis 60 ans, reste l'abcès de fixation entre l'Inde et le Pakistan et a provoqué deux des trois guerres entre les «frères ennemis» d'Asie du Sud. La partie

indienne, à majorité musulmane, est le théâtre de violences depuis le déclenchement en 1989 d'une insurrection séparatiste, récupérée par des groupes armés islamistes qui se battent contre «l'occupation indienne». En 20 ans, 47 000 personnes ont perdu la vie dans ce conflit. Les Etats-Unis sont à la fois les alliés du Pakistan et de l'Inde et le président Barack Obama avait plaidé fin 2008, lorsqu'il était candidat, pour un règlement du dossier cachemiri. Conformément à la nouvelle diplomatie de Washington, cherchant un règlement global des crises en Asie du Sud

(tensions Inde/Pakistan, Cachemire, guerre en Afghanistan, insurrection et terrorisme islamistes au Pakistan), M. Obama a un émissaire spécial pour le Pakistan et l'Afghanistan, en la personne de Richard Holbrooke. New Delhi avait demandé que le Cachemire ne figure pas, officiellement, dans le porte-feuille de M. Holbrooke, refusant toute ingérence extérieure sur ce qu'elle estime être une affaire indo-pakistanaise. Mais on ne fera pas la paix en Asie du Sud «sans résoudre la question centrale du Cachemire», a insisté M. Mirwaiz.